

L'ÉCOLE DE LA RÉPUBLIQUE N'A PAS POUR VOCATION DE VALORISER LES DIFFÉRENCES COMMUNAUTAIRES

5 juin 2023

Dans le cadre de la journée internationale contre l'homophobie, la transphobie et la biphobie du 17 mai 2023, le ministère de l'Éducation nationale a lancé, dans les collèges et lycées de France, une campagne de prévention et de sensibilisation contre les discriminations faites à raison de l'orientation sexuelle des personnes.

Après avoir énoncé, dans un communiqué, les objectifs de cette campagne et ses principaux destinataires, le Ministre de l'Éducation nationale Monsieur Pap Ndiaye invite des adolescents à « être soi » et déclare s'adresser « à tous ceux qui pourraient, pour quelque raison que ce soit, être empêchés de vivre pleinement leur identité ».

Si nous ne pouvons que souscrire aux objectifs généraux de cette initiative, nous nous inquiétons à la lecture d'une telle présentation.

Qui ne voit en effet que cette formulation peut être utilisée pour justifier le port, par des élèves, de signes et tenues manifestant leur appartenance religieuse, au nom de leur « identité » et de leur volonté de « la vivre pleinement » ? Au moment où l'on ne peut que constater l'accroissement des entorses à la loi de 2004, ce type de phrase paraît pour le moins inapproprié.

En outre, peut-on ignorer que l'adolescence est une période de la vie propice aux questionnements de toutes natures et que l'une des fonctions de l'école est précisément d'aider les élèves à prendre conscience de toutes leurs potentialités sans assignation figée ?

Nous condamnons fermement cette ouverture aux diverses manifestations identitaires.

L'école de la République n'a pas pour objet de valoriser les différences communautaires revendiquées au nom d'un « collectif » préconstitué ; elle accueille chaque élève dans sa singularité, et l'une de ses missions est de construire la participation des citoyens à la vie de la cité. Elle est au service de l'universalisme.

Si au collège et au lycée « on peut être soi » - et notamment assumer normalement son orientation sexuelle quelle qu'elle soit -, on doit aussi pouvoir constituer un « nous » citoyen et comprendre ce que « faire société » signifie et implique en droits et en devoirs